

l'Orateur, car ce sont l'Alberta Gas Trunk Line et la Dome Petroleum, deux sociétés canadiennes, qui exécutent ce projet. Petro-Canada se contente de participer à son financement, de prendre l'argent dans le fonds du revenu consolidé et de le remettre à ces sociétés.

D'après le vice-premier ministre, Petro-Canada aurait trouvé du gaz au large du Labrador. Je dois dire, entre parenthèses, qu'il n'y a rien d'extraordinaire à trouver du gaz au large du Labrador puisque tout le monde sait qu'il s'en trouve. Si vous allez y chercher du pétrole, vous en trouverez également. C'est ce qu'on pourrait appeler une erreur coûteuse. De toute façon, ce n'est pas Petro-Canada mais Chevron Standard, une multinationale californienne, qui a foré ce puits. Encore là, Petro-Canada s'est contentée d'assurer une partie du financement.

Il faut bien situer certaines de ces choses dans leur contexte. Pour vous donner un exemple du genre de déformation des faits qui se pratiquent, l'an dernier, lorsque Petro-Canada a rendu public son rapport annuel, le communiqué précisait que les revenus nets de Petro-Canada étaient de l'ordre de 88 millions de dollars. La Presse canadienne a aussitôt publié un bulletin indiquant que Petro-Canada avait eu des profits nets de l'ordre de 88 millions de dollars, ce qui fit les manchettes. En examinant le rapport annuel, j'ai constaté que les 88 millions de dollars représentaient les rentrées brutes et qu'une fois déduites des bricoles comme les traitements et les loyers, les revenus ne s'élevaient plus qu'à neuf millions de dollars; une fois les impôts payés, il ne restait plus que cinq millions, ce qui ne représente qu'un taux de rendement sur les investissements de 1.7 p. 100. Ainsi, le gouvernement du Canada emprunte à 10 p. 100 au Japon et ailleurs, de l'argent qu'il investit dans Petro-Canada dont il ne retire qu'un rendement de 1.7 p. 100, et il jubile devant le succès de son investissement. C'est absurde, monsieur l'Orateur.

Nous avons toujours eu, pour un certain nombre de raisons, la même attitude à l'égard de Petro-Canada et de toutes les sociétés d'État. D'abord, le gouvernement ne sait même pas combien il y a de sociétés d'État. Il y en a plus de 400, mais personne de l'autre côté ne peut dire combien il y en a précisément.

Ensuite, le vérificateur général signalait dans son rapport de 1976 que la gestion et le contrôle financiers des sociétés d'État est bien en deça des normes minimales acceptables. Il nous semble que c'est là une accusation grave.

Troisièmement, nous avons remarqué—et je suis sûr que le public l'a aussi remarqué—comment les ministres se servent mal des sociétés d'État. Lorsque l'Énergie atomique du Canada Limitée a vendu un réacteur à l'Argentine, par exemple, le prédécesseur du ministre actuel, l'honorable Donald Macdonald se pavanait devant les caméras de télévision en faisant l'éloge de cette société d'État. Elle a fait un travail superbe, elle a vendu un réacteur. Puis, quand nous avons découvert qu'elle avait dû verser des pots-de-vin à un certain nombre de comptes de banque suisses, qu'il y avait eu finasseries, plus moyen de trouver le successeur du ministre. L'Énergie atomique du Canada Limitée? Connais pas. Ce n'est pas à nous qu'il faut s'adresser. Le gouvernement s'attribue tout le mérite quand l'EACL fait un bon coup, et court se cacher quand elle fait un coup pendable. Tout le contraire de l'idée

Approvisionnements d'énergie

que nous nous faisons de ce qu'un gouvernement, composé de ministres responsables, est censé faire.

● (2100)

Lorsque nous parlons d'ingérence politique dans les sociétés de la Couronne, rappelons-nous la nomination de Bryce Mackasey à la présidence d'Air Canada. Qu'est-ce qui empêche ce gouvernement irresponsable de renommer Maurice Strong président de Petro-Canada, ou pis encore, Ron Basford, le dernier à quitter les rangs d'en face? Ou encore, de nommer quelqu'un qui n'y connaît rien? Si vous pensez que cela ne se produira pas, songez ce qui s'est déjà produit. L'homme qui a bousillé les Postes va maintenant tenter l'aventure à Air Canada, et cela, pour \$95,000 par année.

Ce conflit entre les objectifs politiques d'un gouvernement politique et les objectifs commerciaux d'une société commerciale est la cause même de ce qui cloche dans la façon dont le gouvernement actuel tire parti des sociétés de la Couronne. Il y a une confusion dans les objectifs. Le vice-premier ministre et président du Conseil privé a déclaré, n'est-ce pas merveilleux que Petro-Canada finance cette entreprise pour la Nouvelle-Écosse? Oui, si l'on découvre du pétrole, mais bien des travaux de prospection n'ont encore rien donné. Personne n'a demandé, par exemple, s'il ne vaudrait pas mieux prendre cet argent, qui sert à forer des puits secs, pour exploiter de nouvelles mines au Cap-Breton, ou pour améliorer les mines existantes. Nous en retirerions plus de charbon, ce qui nous permettrait de suffire à nos besoins énergétiques et créerait plus d'emplois. Je me demande si le vice-premier ministre et président du Conseil privé a jamais établi une pareille comparaison.

N'importe quel idiot peut puiser dans le Fonds du revenu consolidé, ce puits sans fond, en sortir de l'argent et le remettre à une société pétrolière en lui disant: «Creusez-moi un puits». Mais il faut un peu de sagesse pour décider comment dépenser cet argent au mieux des intérêts du Canada. Ce n'est certes pas ce que fait le gouvernement actuel.

Petro-Canada est la seule société pétrolière, à ma connaissance, et il y en a 487 dans ma circonscription, dont un employé détient un doctorat en science politique. Imaginons un politologue au sein d'une compagnie pétrolière. Pourquoi cela? Je soutiens que c'est parce que ses objectifs sont de nature politique. Une autre compagnie pétrolière qui aurait les fonds voulus retiendrait les services d'un géologue, d'un géophysicien ou d'un foreur. Petro-Canada embauche un politologue. Est-ce ainsi que nous voulons dépenser notre argent?

L'automne dernier quand Petro-Canada a pris en charge Pacific Pete, le ministre avait alors déclaré que la société aurait moins besoin de fonds publics. «La société Petro-Canada n'aura pas besoin de notre argent, elle l'obtiendra de Pacific Pete». On constate dans le Livre bleu déposé hier que Petro-Canada recevra une autre somme de 160 millions qui proviendra de ma poche et de la vôtre.

Le ministre a également déclaré que Petro-Canada était chargé de susciter de l'intérêt à l'égard du pétrole lourd. Quand je poursuivais des études supérieures il y a 16 ans, les gens faisaient des travaux de prospection et de recherche sur la production du pétrole lourd, et cela longtemps avant même qu'on ait songé à établir cette société. Le ministre sait que les cadres de Pacific Petroleum sont venus lui proposer il y a deux ans de construire une raffinerie de pétrole lourd à Hardisty, Alberta. Je n'arrive vraiment pas à comprendre comment,